

# Lettre de la société civile contre les règles sur le commerce électronique à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

1er avril 2019

Chers membres de l'OMC,

La technologie peut stimuler le développement et aider à créer des moyens de subsistance durables, mais il faut des politiques correctes pour que les pays, les travailleurs et les consommateurs puissent en bénéficier partout. Or certains pays ont déclaré leur intention de réécrire les règles de l'économie globale pour donner aux multinationales de la technologie, les plus grandes entreprises du monde, de nouveaux « droits » au profit – tout en limitant la surveillance dans l'intérêt public et les bénéfices de la nouvelle économie pour tout le monde – en lançant de nouvelles négociations sur « l'e-commerce » à l'OMC. Les règles proposées par les multinationales de la Big Tech vont beaucoup plus loin que « l'e-commerce » et elles ont des conséquences pour tous les aspects de l'économie nationale et globale, même pour les pays qui n'y participent pas.

Nous écrivons pour exprimer notre opposition profonde et pressante à ces négociations proposées qui, si elles aboutissent, pourraient entraîner la libéralisation totale de toute l'économie (numérique) et représenter une tentative détournée de parvenir à une « OMC 2.0 ». Alors que la rhétorique sur « l'e-commerce » souligne les opportunités pour les entrepreneurs des pays en développement, des règles contraignantes sur l'économie numérique encore émergente limiteraient drastiquement la capacité des pays à développer leurs économies futures. Cela accélérerait le désavantage global des travailleurs et des petites entreprises dans tous les pays par rapport aux multinationales, qui caractérise déjà l'économie globale. Cela permettrait aux Big Tech de consolider son modèle d'affaires d'exploitation, y compris l'obtention du droit d'accéder aux marchés globaux ; d'extraire et contrôler les données personnelles, sociales et des affaires dans le monde ; de verrouiller la déréglementation et éviter une réglementation future ; d'accéder à une offre illimitée de main d'œuvre sans droits ; d'étendre son pouvoir par des monopoles ; et de se soustraire à l'impôt. Les règles proposées représentent donc une grave menace pour le développement, les droits humains, la main d'œuvre et la prospérité partagée dans le monde, ce qui est à l'opposé des politiques nécessaires à contenir le pouvoir des Big Tech.

## **1. Il faut une gouvernance démocratique appropriée, pas un pouvoir illimité des Big Tech sur les données.**

La démocratie et le développement durable dépendent de la libre circulation des données et nous croyons fermement à la liberté d'expression. Mais c'est différent de la collection non régulée des données par les multinationales et de leur transfert au-delà des frontières. Le capitalisme de surveillance des Big Tech affaiblit le fonctionnement démocratique de nos médias, connaissance, culture, transports, agriculture, justice, commerce, santé et d'autres secteurs et il menace nos processus démocratiques. Les débats publics se concentrent de plus en plus sur le besoin de réduire le pouvoir des Big Tech par le renforcement des réglementations au niveau national et international, mais les règles proposées sur l'e-commerce – y compris leur objectif principal de « libre circulation des données » illimitée – pourraient miner ces efforts dans les agences appropriées.

## **2. Des politiques de données dans l'intérêt public sont fondamentales pour le développement économique et la prospérité de tous les pays.**

A ce jour, la plupart des pays (et des gens) ne saisissent pas entièrement la valeur des données, qui sont la ressource la plus précieuse, si bien que les gouvernements permettent trop facilement qu'elles soient collectées de façon indiscriminée et transférées à l'étranger par les multinationales. Tout comme aux siècles passés, lorsque les pays en développement ont perdu le contrôle de leur capacité à profiter du potentiel de création de richesse des matières premières, il y a un véritable danger de répéter les mêmes erreurs avec les données, ce qui va entraîner le colonialisme numérique et aggraver les sérieux problèmes d'accroissement des inégalités dans le monde. Tous les pays et surtout les pays en développement, doivent exploiter la valeur des données pour les entrepreneurs nationaux, mais aussi pour le développement économique de la communauté dans l'intérêt public.

Ainsi ils doivent conserver la marge de manœuvre pour tailler des politiques sur la gouvernance des données, y compris pouvoir garder les données localement ou régionalement lorsque ceci peut être dans l'intérêt national ou de la communauté. Les propositions à l'OMC de donner aux Big Tech le droit au transfert non réglementé des données à l'étranger, d'interdire aux pays de pouvoir exiger le stockage des données sur leur territoire ou l'utilisation de serveurs locaux limiteraient sévèrement la capacité des pays en développement – et de tous ceux qui n'ont pas de Big Tech – d'assurer que leurs citoyens profitent de la numérisation.

### **3. Une forte protection des consommateurs, de la sphère privée et des droits serait mise en péril par les règles sur « l'e-commerce »**

Il faut des politiques robustes pour la protection des utilisateurs numériques, y compris en ce qui concerne la protection de la sphère privée et des données. Les citoyens ont le droit à la protection de la sphère privée et les consommateurs à ce que leurs données soient protégées et non abusées par les multinationales pour le profit privé, ou par des gouvernements contre leurs droits humains dans l'espace numérique. Les règles proposées à l'OMC donneraient aux multinationales des droits illimités de transférer les données dans la juridiction qui leur plaît et elles feraient passer les droits commerciaux avant la protection des consommateurs et les droits des citoyens à la protection de la sphère privée d'une façon qui ne peut être réparée par les règles de l'OMC. Les droits humains, du travail, des consommateurs, économiques et civils doivent s'appliquer de la même façon dans la sphère numérique sans être limités car considérés comme des « entraves au commerce ». Vu que les entreprises utilisent de plus en plus l'intelligence artificielle (IA), par exemple pour engager et licencier, et que les gouvernements l'utilisent de plus en plus dans des fonctions comme les condamnations judiciaires, il faut aussi des cadres forts de reddition des comptes des algorithmes pour améliorer la discrimination et le biais de genre et racial, et non des restrictions pour l'accès au code source et aux algorithmes, comme dans les règles proposées.

### **4. Les politiques numériques doivent promouvoir des emplois décents pour la prospérité partagée, pas réduire le pouvoir des travailleurs.**

L'industrialisation numérique inclusive pour la prospérité partagée doit se concentrer sur la création d'emplois décents et de sources de revenu et sur les droits sociaux et économiques associés. Le Rapport sur le commerce et le développement de la CNUCED a montré que les travailleurs sont en train de perdre leur part de la production globale au profit du capital, en partie parce que le capital a utilisé sa richesse pour réécrire les règles qui lui permettent de tirer encore plus de profit. L'automatisation et les politiques commerciales ont affaibli le pouvoir de négociation des travailleurs et les règles proposées sur « l'e-commerce » mineraient encore davantage les droits des travailleurs et leur pouvoir vis-à-vis des multinationales numériques et augmenteraient encore davantage les inégalités et la précarité dans de nombreux secteurs. Alors que plus de femmes entrent dans l'économie numérique, nous nous opposons à la façon dont le « genre » et « la capacitation économique des femmes » sont utilisés à l'OMC pour faire avancer des politiques anti-développement qui vont réduire le pouvoir des travailleuses. De nouvelles règles qui renforcent les inégalités structurelles entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci ne seront pas acceptables seulement parce qu'elles contiennent une clause sur le genre ou le droit du travail. La stratégie la plus importante pour assurer les bénéfices larges et inclusifs de la numérisation est un engagement en faveur de la création d'emplois qui tende vers le plein emploi, concentré sur l'équité, y compris des droits du travail forts et des conditions de travail décentes pour tous les travailleurs ; l'égalité de genre ; les droits aux données des travailleurs ; et une protection sociale complète et portable, y compris pour les travailleurs des plateformes.

### **5. Il faut urgemment des régulations et des actions anti-monopolistiques dans des juridictions hors de l'OMC.**

Presque tout le commerce numérique est dominé par quelques acteurs globaux des Etats-Unis et de la Chine d'une façon qui n'est pas seulement en train de perturber et réorganiser l'activité économique, mais qui entraîne aussi la domination numérique. Une source encore plus grande de profit des Big Tech vient de l'achat des concurrents et de l'évitement des régulations. En plus de créer de nouvelles régulations anti-monopolistiques et de renforcer les existantes, les gouvernements doivent envisager de briser les entreprises engagées dans des pratiques monopolistiques nocives. Jusqu'à ce que cela arrive, ce serait de la folie de faire basculer la balance encore plus en faveur du pouvoir des monopoles technologiques en acceptant leurs propositions à l'OMC.

## **6. La libéralisation numérique minerait le développement et augmenterait la pauvreté dans les pays en développement**

Pour faire du commerce, les pays en développement doivent produire et augmenter la valeur captée par la production. Si le commerce numérique est étendu sans améliorer d'abord les capacités productives des pays en développement et clore le fossé numérique en améliorant l'infrastructure physique et l'inter connectivité et en adoptant des normes contraignantes pour la protection de la sphère privée, des données et des droits sur les données économiques, les pays en développement ne feront qu'ouvrir encore plus leurs économies aux importations étrangères. Se connecter à des plateformes d'e-commerce ne va pas augmenter automatiquement les exportations, mais cela peut entraîner une érosion accrue des parts de marché national. Ainsi la libéralisation dans la sphère numérique, sans les investissements nationaux nécessaires pour améliorer les capacités productives, va détruire des emplois et les pousser encore plus vers le secteur informel, décimer les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) et limiter sévèrement le développement futur. Ces menaces à la souveraineté économique et aux perspectives de développement futures par la libéralisation numérique prématurée seraient largement amplifiées si l'espace économique numérique en évolution rapide est gouverné par des règles élaborées par des multinationales pour leur propre profit dans le monde entier.

## **7. Il faut urgemment une industrialisation numérique pour promouvoir le développement et les MPME**

Au lieu de la libéralisation numérique, ce qu'il faut dans le monde c'est une stratégie d'industrialisation numérique centrée sur le développement. En Afrique, c'est reflété dans l'Agenda 2063 : L'Afrique que nous voulons. Pour promouvoir l'industrialisation numérique il faut investir dans l'infrastructure technique, légale et économique d'un pays et il faut des politiques pour développer et soutenir les business et les plateformes numériques nationales et créer les capacités pour utiliser les données nationales dans l'intérêt public ; il faut promouvoir stratégiquement les MPME, y compris par le transfert de technologie et des cadres d'utilisation de données nationales ; il faut assurer les bénéfices universels de l'économie digitale par des politiques de plein emploi ; il faut une taxation et des investissements adéquats pour combler le fossé numérique ; il faut faire avancer le bien-être et la protection de la sphère privée des consommateurs par des mesures contraignantes de protection des consommateurs ; il faut assurer la régulation de l'économie numérique dans l'intérêt public et il faut de saines pratiques en matière de concurrence ; et plus. Des politiques spécifiques sont nécessaires pour protéger les petits acteurs, commerçants, paysans, fournisseurs de petits services, travailleurs, etc. qui sont menacés par les nouveaux modèles numériques organisés globalement. Beaucoup de ceci peut être accompli par des politiques nationales qui devraient être développées avec une contribution appropriée des parties prenantes, et par l'intégration régionale. Mais les règles « d'e-commerce » à l'OMC visent à restreindre spécifiquement la capacité des pays à mettre en œuvre la plupart de ces politiques.

## **8. Une taxation plus équitable serait sévèrement limitée par les règles proposées sur l'e-commerce à l'OMC**

Les propositions sur "l'e-commerce" à l'OMC comprennent au moins cinq mécanismes pour limiter les responsabilités fiscales des Big Tech, pas seulement en interdisant la taxation appropriée, mais aussi l'obligation pour les entreprises d'avoir une présence locale dans les pays où elles opèrent. Pourtant les entreprises technologiques géantes devraient contribuer à la base fiscale nationale, comme les entreprises locales ou non numériques. Les acteurs numériques profitent de la mobilité et de l'intangibilité des biens et services numériques pour échapper à l'impôt et créer un terrain de jeu inégal. Les règles fiscales qui permettent aux multinationales numériques de réduire artificiellement leur revenu imposable ou de déplacer les profits vers des juridictions à la fiscalité basse où il n'y a que peu ou pas d'activité économique devraient être abolies et non codifiées par les règles du commerce numérique. Une taxation appropriée est essentielle pour les investissements dans l'infrastructure favorable au développement et pour des services publics de bonne qualité et accessibles, y compris l'infrastructure sociale qui peut réduire le travail de soin non ou mal payé à la maison, fait surtout par des femmes. C'est d'autant plus important que l'accroissement de la dette (aussi bien publique que privée) ces dernières années est de nouveau source d'inquiétude quant à sa durabilité. Les pays en développement ne seront pas capables d'atteindre les Objectifs de développement durable (ODD) sans étendre les soutiens fiscaux pour avoir des services publics de qualité et accessibles dans l'éducation, la santé, le social, l'accès à l'eau, à l'électricité et plus.

## **9. Il faut des politiques qui promeuvent l'innovation, les petites entreprises et la sécurité, et non plus de monopoles sur les brevets**

La CNUCED a souligné que tous les pays qui se sont industrialisés avec succès ont utilisé la protection des industries naissantes. Comme les pays en développement, et plus particulièrement les Pays les moins avancés (PMA) doivent encore s'industrialiser, ils doivent pouvoir utiliser la protection des industries naissantes, y compris par des politiques actives de transfert de technologie. Le système international de règles qui régissent les brevets et les droits d'auteur a entraîné un transfert incalculable de richesses du Sud et des consommateurs du monde entier vers un petit groupe de multinationales surprotégées qui détiennent les brevets et les droits d'auteur dans quelques pays. Des protections extrêmes de la « propriété intellectuelle » (PI) freinent l'innovation, réduisent l'innovation et la créativité, promeuvent les monopoles et facilitent l'évasion fiscale. Elles réduisent aussi notre sécurité envers le hacking, vu que les codes source et les algorithmes traités comme secrets commerciaux pourraient évader la surveillance régulatrice. Les propositions à l'OMC sous le nom de « e-commerce » renforceraient davantage les systèmes de maximalisation de la PI et devraient être refusées, surtout pour les PMA qui n'ont pas besoin de les mettre en œuvre. Au lieu de cela, nous avons besoin de politiques qui promeuvent l'innovation, non limitées par des monopoles extrêmes de PI anti-développement.

## **10. Les pays ont besoin de marge de manœuvre; l'agenda sur l'e-commerce promeut une libéralisation totale nocive**

« L'e-commerce » est utilisé comme un cheval de Troie pour d'autres propositions qui étendraient la libéralisation, y compris la suppression des droits de douane (sur les produits des technologies de l'information) ; la libéralisation de différents services ; et pour permettre aux entreprises étrangères d'entrer en concurrence pour l'attribution des marchés publics de tous les ministères. On propose de les appliquer même aux PMA qui ne doivent pas libéraliser les biens et services dans le cadre du Cycle de Doha. Ces propositions comprennent des sujets dont les pays en développement sont arrivés à stopper les négociations dans le Cycle de Doha. « L'e-commerce » ne devrait pas servir à faire entrer par la fenêtre des règles anti-développement qui ont déjà été rejetées.

## **11. Il faut un nouvel agenda pour des politiques économiques numériques et l'économie globale**

Les pays en développement doivent développer leur propre agenda d'industrialisation numérique. Ils ne doivent pas faire avancer les « règles d'e-commerce » qui ont été développées par des multinationales comme Amazon, Google, Facebook et Alibaba dans leur propre intérêt. D'autres modèles peuvent distribuer plus équitablement les bénéfices de l'économie numérique tout en renforçant les droits humains. Tous les pays ont besoin de politiques pour restreindre le comportement de ces géants des affaires, afin de ne pas asseoir encore davantage leur pouvoir monopolistique démesuré. Un résultat pro-développement ne peut pas être atteint dans des discussions sur l'e-commerce parce que les règles et politiques nécessaires pour l'industrialisation numérique sont à l'opposé des règles de l'OMC, qui donnent des droits aux entreprises tout en restreignant le rôle régulateur des Etats.

La société civile a affirmé que le système commercial international doit laisser aux pays une marge de manœuvre suffisante pour poursuivre un agenda positif pour le développement et la création d'emplois et il doit faciliter, au lieu d'empêcher, les efforts globaux pour assurer la souveraineté alimentaire et la vraie sécurité alimentaire, le développement durable, l'accès aux médicaments abordables et la stabilité financière globale. Il doit privilégier des accords globaux sur les droits humains, l'environnement et les ODD par rapport au profit privé. Cet agenda pro-développement est mis de côté à l'OMC en faveur des intérêts des Big Tech par les négociations sur « l'e-commerce ». Nous appelons donc les membres de l'OMC à laisser tomber leur pression pour des négociations sur le commerce électronique à l'OMC et à se concentrer urgemment sur la transformation des règles du commerce international pour une prospérité partagée pour tous.

Cordialement (endosseurs au 17 mars 2019):

April 1, 2019

CSO Letter Against E-commerce Rules in the WTO

## *les organisations internationales et régionales*

- 1 Africa Development Interchange Network (ADIN) ADIN engages with African institutions to ensure that Africa meets its development agenda and carry the voices of the African grassroots in global spaces.
- 2 Agencia internacional de noticias Presenza Agencia de noticias con enfoque de Paz y NoViolencia
- 3 Asia Pacific Research Network APRN develops cooperation among alternative research centres of NGOs and social movements that work on current development issues affecting the people across Asia.
- 4 AWID AWID is an international, feminist, membership organisation committed to achieving gender equality, sustainable development and women's human rights
- 5 Basderm Africa BASDERM AFRICA Limited is an African-based technology consultancy firm leveraging on information technology to solve the African problem.
- 6 Building Eastern Africa Community Network BEACON is a network of churches, church organizations and NGOs in Ethiopia, Uganda, Tanzania, South Sudan and Kenya to promote the rights of small holder farmers in agriculture policies and trade.
- 7 CEBS: Comunidad Eclesial de Base CEBS lucha para una Iglesia circular y un mundo mas justo.
- 8 Centre for Human Rights and Climate Change Research CHRCCR works on promoting research, training, eaducation, advocacy and networking on human rights, Climate Change, sustainable development, financing and other international affairs.
- 9 Colectivo Voces Ecológicas COVEC COVEC es una organización ecológica política cuyo objetivo es promover la defensa de los derechos socioambientales de las comunidades.
- 10 Development Alternatives with Women for a New Era (DAWN) DAWN is a network of feminist scholars, researches and activists from the economic South working for gender, economic, and ecological justice, and sustainable and democratic development.
- 11 East Africa Trade Union Confederation EATUC is a sub regional trade union that bring together over 3.5 Million workers from the East Africa Community.
- 12 Education International EI is the global union federation of teachers and other education employees worldwide, representing 32 million workers through some 400 affiliated trade unions and professional associations in 170 countries and territories.
- 13 European Federation of Public Service Unions (EPSU) EPSU represents 8 million public service workers in central and local governments, health and social services and utilities across Europe.
- 14 Friends of the Congo (FOTC) FOTC is an advocacy organization working in partnership with Congolese to bring about peaceful and lasting change in the DRC.
- 15 IBON International IBON International is a service institution cooperating mainly with social movements and CSOs in all regions of the world, especially in the global South and among marginalised groups on development issues.
- 16 Internacional de Servicios Publicos - ISP Americas La Internacional de Servicios Publicos en Americas esta presente en 33 paises y representa 6 millones de trabajadores en el sector publico
- 17 International Trade Union Confederation The ITUC's primary mission is the promotion and defence of workers' rights and interests, through international cooperation between trade unions, global campaigning and advocacy within the major global institutions.
- 18 International Union of Food, Agricultural, Hotel, Restaurant, Catering, Tobacco and Allied Workers' Associations (IUF) The IUF is an international federation of trade unions composed of 421 affiliated trade unions in 128 countries representing over 10 million workers.
- 19 International-Lawyers.org International-Lawyers.Org strives to encourage respect for the rule of international law and equitable development.

20	ISP. Sector Administración Central de Latinoamérica	Reúne a los sindicatos de la administración pública nacional de Latinoamérica afiliados a la ISP (Internacional de Servicios Públicos)
21	Just Net Coalition	Just Net Coalition ( <a href="https://justnetcoalition.org/">https://justnetcoalition.org/</a> ) is a global network of civil society actors committed to an open, free, just and equitable Internet.
22	Kilusang Mayo Uno (KMU)	Kilusang Mayo Uno (KMU) or May First Movement is a labor center in the Philippines.
23	Labour, Health and Human Rights Development Centre	LHHRDC works for the promotion, protection and sustainance of human rights, democratic principles of equality, justice and fairnes and furtherance of life of dignity for peoples.
24	Moana Nui	Pacific Islands network organizing for rights in the digital sphere.
25	New South Wales Nurses and Midwives' Association	NEw South Wales Nurses and Midwives' Association union with 64,000 members in the State of New South Wales, Australia
26	Pacific Network on Globalisation	The Pacific Network on Globalisation (PANG) is a Pacific regional network promoting economic self-determination and justice in the Pacific Islands
27	PICISOC	Pacific Regional Internet Society Chapter
28	Public Services International	Representing 20 million public service workers in 160 countries
29	Society for International Development (SID)	
30	Southern and Eastern Africa Trade, Information and Negotiations Institute (SEATINI)	SEATINI works in Southern and Eastern Africa to strengthen the capacity of stakeholders to influence trade, tax and related policies and processes fr improved livelihoods and sustained development in the region.
31	The Oakland Institute	The Oakland Institute is an independent policy think tank, bringing fresh ideas and bold action to the most pressing social, economic, and environmental issues of our time.
32	The Rules Foundation	The Rules is a global network of activists, researchers, writers, coders and others focused on addressing the root causes of inequality, poverty and climate change.
33	Third World Network-Africa	Third World Network-Africa is a Pan-African Organisation working on economic issues at the global and regional levels that impact on Africa's development
34	Unión Universal Desarrollo Solidario	Derechos de los aborígenes, formación y desarrollo de las personas....
35	UNIÓN UNIVERSAL DESARROLLO SOLIDARIO	Somos pregoneros de la labor que vienen realizando las diferentes plataformas de voluntariado y ONG's por medio rtv Escuela Abierta FM y en online desde <a href="http://www.universalproyecto.org">www.universalproyecto.org</a> y <a href="http://www.escuelaabierta.eu">www.escuelaabierta.eu</a>
36	WIDE+ (Women In Development Europe+)	WIDE+ is a Europe-based network of gender and feminist specialists, women's rights advocates, activists, researchers and women's rights and development organizations.

*les organisations nationales*

37	CTA Autónoma	Argentina
38	FAECYS	Argentina
39	Foro Ciudadano de Participación por la Justicia y los Derechos Humanos	Argentina
40	Fundación Vía Libre	Argentina
41	Instituto del Mundo del Trabajo	Argentina
42	Australian Fair Trade and Investment Network	Australia
43	Community and Public Sector Union (State Public Services Federation)	Australia
44	Attac Austria	Austria
45	NeSoVe / Network for Social Responsibility	Austria
46	COAST Tust	Bangladesh

47	Fundación Internet Bolivia.org	Bolivia
48	Central Única dos Trabalhadores - CUT Brasil	Brazil
49	CSPB Confederaçao dos Servidores Publicos do Brasil	Brazil
50	Gestos	Brazil
51	Instituto Justiça Fiscal	Brazil
52	REBRIP - Brazilian Network for the Integration of Peoples	Brazil
53	UGT - União Geral dos Trabalhadores	Brazil
54	IDEA	Cambodia
55	Public Service Alliance of Canada	Canada
56	Trade Justice Network	Canada
57	ONG POLITICAS FARMACEUTICAS	Chile
58	Estoi	Colombia
59	federacion de vocales de control region centro y bogota	Colombia
60	FUNDACION DE LA MANO CONTIGO	Colombia
61	OBSERVATORIO DE VICTIMAS	Colombia
62	Observatorio de Víctimas	Colombia
63	Proceso de Comunidades Negras en Colombia. PCN	Colombia
64	A.N.P.E.	Costa Rica
65	Patria Justa	Costa Rica
66	Capitulo Cuba de la Red de Intelectuales, Artistas u Luchadores Sociales en Defensa de la Humanidad	Cuba
67	Ecumenical Academy	Czech Republic
68	Confederacion Nacional de Unidad Sindical (CNUS)	Dominican Republic
69	PACODEVI	DR Congo
70	Centro de Documentación en Derechos Humanos "Segundo Montes Mozo S.J."	Ecuador
71	Red Mujeres Transformando la Economía - REMTE	Ecuador
72	CESTA Amigos de la Tierra	El Salvador
73	Pro Ethical Trade Finland (Eettisen kaupan puolesta ry)	Finland
74	SNESUP-FSU	France
75	SNESUP-FSU	France
76	Health services workers Union of tuc Ghana	Ghana
77	PIGOP GHANA LIMITED	Ghana
78	CECIDE	Guinée
79	Alliance for Sustainable and Holistic Agriculture (ASHA)	India
80	AP vyavasaya Vruthidarula Union-APVVU, India	India
81	Codefuel Technology Pvt Ltd	India
82	Federation of Indian Micro and Small & Medium Enterprises (FISME)	India
83	Gene Campaign	India
84	Hazards Centre	India
85	Indian Social Action Forum	India
86	INITIATIVE FOR HEALTH & EQUITY IN SOCIETY	India
87	Intercultural Resources	India
88	IT for Change	India
89	NAVDANYA	India
90	Tamilnadu Organic Farmers Federation	India

91	Resistance and Alternatives to Globalization (RAG)	Indonesia
92	Pacific Asia Resource Center(PARC)	Japan
93	Phenix Center for Sustainable Development	Jordan
94	Growth Partners Africa	Kenya
95	Kenya Small Scale Farmers Forum KESSFF	Kenya
96	Lebanon Support	Lebanon
97	Stop TAFTA Luxembourg	Luxembourg
98	PFNOSCM	Madagascar
99	PFNOSCM (Plate Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar)	Madagascar
100	Consumers Association of Penang, Malaysia	Malaysia
101	Sahabat Alam Malaysia	Malaysia
102	ASRAD (Appui Solidaire pour le Renforcement de l'Dide au Developpement)	Mali
103	Initiative agricole pour le Sahel (IAS)	Mali
104	IRPAD/Afrique	Mali
105	RMAS	Mauritania
106	association des Consommateurs de l'ile Maurice-ACIM	Mauritius
107	National Trade Union Confederation	Mauritius
108	Bia`lii, Asesoria e Investigaciòn, A.C.	Mexico
109	CEFIMAC	Mexico
110	Centro de Promoción y Educación Profesional Vasco de Quiroga	Mexico
111	ETC Group	Mexico
112	Grupo Tacuba	Mexico
113	RMALC	Mexico
114	nauru island association of ngos	Nauru
115	Platform Aarde Boer Consument	Netherlands
116	It's Our Future (NZ)	New Zealand
117	New Zealand Public Service Association	New Zealand
118	CEDECAM	Nicaragua
119	FETSALUD	Nicaragua
120	Movimiento Comunal Nicaraguense	Nicaragua
121	Association Nigérienne des Scouts de l'Environnement (ANSEN)	Niger
122	RODADDHD	Niger
123	CAFSO-WRAG for Development	Nigeria
124	Civil Society Coalition on Sustainable Development	Nigeria
125	Labour, Health and Human Rights Development Centre	Nigeria
126	NANTS	Nigeria
127	Nigeria Private Sector Alliance (NiPSA)	Nigeria
128	Attac Norway	Norway
129	NOOR PAKISTAN	Pakistan
130	Roots for Equity	Pakistan
131	FENTAP	Peru
132	Red Peruana de Comercio Justo y Consumo Ético	Peru
133	WomanHealth Philippines	Philippines
134	WomanHealth Philippines	Philippines
135	Attac Poland	Poland



136	Fundacja Strefa Zieleni	Poland
137	Ole Siosiomaga Society, SAMOA	Samoa
138	Institute for Economic Research on Innovation	South Africa
139	Southern & East African Trade Institute (SEATINI) - South Africa	South Africa
140	EMA-RTV	Spain
141	FSC-CCOO	Spain
142	ULEPICC	Spain
143	National Free Trade Union	Sri Lanka
144	We Women Lanka	Sri Lanka
145	Association for Proper Internet Governance	Switzerland
146	Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné	Switzerland
147	Public Eye	Switzerland
148	Governance Links Tanzania	Tanzania
149	Governance Links Tanzania	Tanzania
150	Pangani Information Alliance	Tanzania
151	Humanitaire Plus (Togo)	Togo
152	Support for Women in Agriculture and Environment (SWAGEN)	Uganda
153	War on Want	UK
154	Agricipación 19 de Octubre	Uruguay
155	Alliance for Democracy	USA
156	CODEPINK	USA
157	Global Exchange	USA
158	Occidental Arts and Ecology Center	USA
159	Public Citizen	USA
160	Student Action with Farmworkers	USA
161	Trade Justice Alliance	USA
162	United Nations Association of Greater Philadelphia	USA
163	Washington Fair Trade Coalition	USA
164	Vanuatu Association of Non Government Organisation	Vanuatu
165	Vanuatu Human Rights Coalition	Vanuatu
166	Coalición de Tendencia Clasistas (CTC-VZLA)	Venezuela